

L'Afrique du Sud du Sahara : Les mêmes questions et les mêmes réponses

Michel Houndjahoué

Volume 19, Number 1, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702298ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702298ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Houndjahoué, M. (1988). L'Afrique du Sud du Sahara : Les mêmes questions et les mêmes réponses. *Études internationales*, 19(1), 133–138.
<https://doi.org/10.7202/702298ar>

LIVRES

1. ÉTUDES BIBLIOGRAPHIQUES

L'Afrique au Sud du Sahara: Les mêmes questions et les mêmes réponses*

Michel HOUNDJAHOUÉ**

Quelques-unes des principales préoccupations actuelles des observateurs et analystes des questions africaines sont ici bien représentées: l'impact du conflit Est-Ouest, le dialogue Nord-Sud, la coopération et le mal développement.

En ce qui concerne le fond, l'importance de ces questions pour l'Afrique a très peu évolué; ce n'est pas aussi, dans l'ensemble, la façon dont elles ont été abordées qui offre une grande originalité. Il est cependant heureux qu'à travers ces quelques livres, on y trouve si peu l'imagerie tribale qui constitue à elle seule un thème privilégié de l'africanisme.

I – ENTRE L'EST ET L'OUEST

Les impacts des rivalités Est-Ouest sont plus souvent évoqués lorsqu'il s'agit de leurs conséquences pour les pays du Nord. On se souvient encore du tollé qu'a soulevé la déclaration du Président Reagan selon laquelle les conflits militaires Est-Ouest peuvent être circonscrits en Europe occidentale et centrale. Ce fut avec colère et amertume que plusieurs dirigeants européens avaient affirmé qu'aucune guerre ne se fera sur leurs dos.

Les conséquences des rivalités Est-Ouest se ressentent à l'échelle planétaire. Elles influent sur le fond et la forme des relations internationales et des politiques étrangères,

* BARRADA, Hamid avec la participation de Marc KRAVETZ et Mark WHITAKER. *Kadhafi: « Je suis un opposant à l'échelon mondial »: Entretiens*. Paris, Éditions Pierre-Marcel Favre, Coll. « Les Grands entretiens », 1984, 231p.

GUILLOU, Michel, *Une politique africaine pour la France*. Paris, Édition Albatros, Coll. « Club 89 », 1985, 140p.

GUILLOU, Michel, *Pour un dialogue Nord-Sud: S'associer en libertés*. Paris, Éditions Albatros, Coll. « Club 89 », 1984, 253p.

LAÏDI, Zaki, *Les contraintes d'une rivalité: Les superpuissances et l'Afrique (1960-1985)*. Paris, Éditions La Découverte, Coll. « Armillaire », 1986, 303p.

O'DEYÈ-FINZI, Michèle, *Les associations en villes africaines: Dakar-Brazzaville*. Paris, L'Harmattan, Coll. « Villes et Entreprises », 1985, 125p.

TIMBERLAKE, Lloyd, *L'Afrique en crise: La banqueroute de l'environnement*. Paris, Éditions L'Harmattan-Earthscan, 1985, 295p.

** *École Nationale d'Administration, Cotonou – Bénin.*
Revue Études internationales, volume XIX, n° 1, mars 1988

quelle que soit l'aire géographique considérée. Leurs importances varient cependant considérablement selon les intérêts en jeu.

L'Afrique peut-elle constituer un centre d'intérêt important dans les relations Est-Ouest ? Quelle que soit la réponse, elle ne fait pas l'unanimité. Elle varie sensiblement selon que l'on considère les enjeux économiques, géopolitiques ou idéologiques. Une autre question reliée à la précédente embarrasse plus d'un observateur et consiste à savoir s'il existe une élaboration doctrinale bien définie quant aux fins et aux moyens dans les relations américano-soviétiques. À cet égard, Zaki Laïdi a fourni quelques éléments d'appréciation qui semblent répondre par la négative notamment pour l'Union soviétique qui a commencé à élaborer un centre d'intérêt pour l'Afrique dès le lendemain du XX^{ème} Congrès du PCUS de février 1956.

À cette époque, Khrouchtchev mit de l'avant l'idée selon laquelle Moscou était disponible à apporter son concours au développement économique des nouveaux États et même à accorder un certain appui aux bourgeoisies nationales désireuses de mener la lutte anti-impérialiste. C'est dans ce cadre qu'il faudrait situer le rapprochement entre Moscou et certaines capitales africaines au tournant des années 1960. Il s'agissait de contacts restreints, limités à certains pays comme le Ghana, la Guinée, la Tanzanie entre autres et qui se sont poursuivis jusqu'à la crise angolaise et mozambicaine, et à la lutte d'influence entre l'Est et l'Ouest dans la Corne de l'Afrique. Cette aventure politique ne semble pas reposer sur une doctrine stable à l'exception de l'idée voulant que les dirigeants soviétiques ont toujours estimé que le temps reste leur principal allié en Afrique.

La stratégie soviétique à l'égard de l'Afrique semble davantage reposer sur des actions situationnelles et ponctuelles dans le but de défendre des intérêts précis, qu'ils soient nationaux ou régionaux, comme ce fut le cas lors de la guerre d'indépendance en Angola au plus fort de la révolution éthiopienne. Cette idée semble d'ailleurs être bien résumée par Tshiyembe Mwayiba qui écrit à cet égard :

En somme, la vérité est que l'Afrique est abandonnée à elle-même et nul à l'Est comme à l'Ouest ne veut être le Gendarme de l'Afrique. Cependant, tous ou presque y ont des intérêts parfois vitaux, qu'ils entendent défendre sans complaisance.¹

L'enjeu ne vaut donc pas la peine pour le moment qu'on y sacrifie la vie de soldats de l'Armée Rouge. Ceci explique, entre autres, que les Cubains soient considérés par Moscou comme de principaux alliés dans les pays africains où les dirigeants soviétiques sont engagés militairement.

Il est indéniable que des changements importants sont en cours dans la gestion de la politique soviétique à l'égard de l'Afrique subsaharienne. Ces changements sont encore ambigus à bien des égards, mais ne cachent plus la capacité des ressources matérielles et logistiques de Moscou d'intervenir rapidement là où ses intérêts sont sérieusement menacés.

Si la position des États-Unis à l'égard de l'Afrique ne manque pas aussi d'ambiguïté, elle a été cependant très tôt marquée par des engagements directs dans divers États. Ce fut le cas notamment en Éthiopie où déjà en 1952, le Négus avait accordé des facilités militaires à Washington. Ainsi, au début des années 1960, plus de sept mille Américains dont huit cents officiers travaillaient à la base militaire de Kagnew. Ce fut d'ailleurs, grâce à l'intervention de ces derniers que le Négus a pu retrouver son trône après le coup d'État de décembre 1960, alors qu'il se trouvait au Brésil en voyage officiel.

Au Zaïre, l'engagement américain lors de la première crise de l'État post-colonial s'est fait sous le parapluie onusien. Washington a joué la carte onusienne pour barrer la voie à

1. « La stratégie Est-Ouest en Afrique », in *Le Mois en Afrique*, Juin-Juillet 1986, No. 245-246, p. 7.

« toute incursion soviétique ». C'est ce qui ressort entre autres, d'un document du département d'État où l'on peut lire :

Nous faisons tous nos efforts pour isoler Gisenga de tout soutien potentiel qu'il soit national ou international (...), nous conseillons le gouvernement central dans les domaines économique et politique, aidés en cela par l'étroitesse de nos liens avec lui, ce qui n'est comparable avec celle d'aucun autre pays.²

Jusqu'au début des années 1970, la politique africaine des États-Unis était restée très ambiguë, même si elle demeurait fondamentalement guidée par l'antisoviétisme et l'anticommunisme. C'est dans ce cadre par exemple qu'il faudrait situer les actions américaines au Ghana de Nkrumah où l'administration de Washington a tenté d'y contenir et même de refouler de ce pays ce qui était perçu comme de l'influence socialiste.

La redéfinition de la politique américaine dans le monde sous l'administration Nixon-Kissinger n'a apporté que peu de précision sur le rôle et les objectifs de Washington dans cette partie du monde, à l'exception de l'Afrique australe, où l'on a préconisé que toute solution en Afrique du Sud passe par le pouvoir blanc et que par contre, dans l'ex-Rhodésie, le pouvoir pourrait échoir à la majorité noire.

La pause de l'administration Carter au cours de laquelle la dimension morale prit le pas en politique sur le règne de la puissance et l'anticommunisme fut bien courte. En effet, l'administration Reagan définit une politique africaine en fonction de « l'épreuve ». C'est le début du triomphe de l'ère de la puissance sur la moralité et d'un anticommunisme militant basé sur la force militaire directe, sur un soutien accru aux régimes pro-américains de la région et sur la multiplication des facilités de stationnement de troupes ou de matériels logistiques en Égypte, au Soudan et au Kenya entre autres. C'est dans ce cadre qu'il faudrait aussi placer la livraison de matériel militaire et d'instructeurs américains au Tchad ainsi qu'aux groupes de Jonas Savimbi en Angola.

C'est donc une politique africaine orientée vers une sorte d'arbitrage et en même temps de containment. Même si elle reste dans son ensemble pas très claire en ce qui concerne les modalités de son application, elle ne cesse de proclamer néanmoins qu'elle dispose des moyens de poster partout où besoin sera.

II – ENTRE L'ASSOCIATION ET LA COOPÉRATION NORD-SUD

En lisant les deux ouvrages du Professeur Michel Guillou, plus on y fait attention, moins on y voit la différence entre le politique, le chercheur et l'universitaire. Ceci n'est pas toujours une qualité, comme dans le cas du Dialogue Nord-Sud. De nombreux clichés auxquels on est habitué depuis plus d'une décennie et qui ont surtout perdu toute moralité en ce qui concerne notamment la « sensiblerie » restent plus que surprenants.

J'ai eu bien du mal à trouver cette nouveauté et cette originalité qui semblent avoir justifié la rédaction de ses deux ouvrages. En tout cas, ce n'est certainement pas dans des perles comme celle-ci qu'on les retrouve :

La lutte contre le sous-développement demeure un impératif catégorique. Elle s'impose à nous d'abord pour des raisons humanitaires : la pauvreté, le dénuement ne peuvent laisser les Français indifférents. Elle s'impose aussi pour des raisons d'intérêt mutuel : géopolitiques et économiques en particulier.³

2. Rapporté par Zaki Laidi, *op. cit.* p. 36.

3. Pour un Dialogue Nord-Sud, *S'associer en libertés*, *op. cit.* p. 9.

Quelques pages plus loin, l'auteur parle de « solidarité responsable » pour une meilleure coopération, rejetant toute idée de culpabilisation historique et coloniale. Cette conception ne résout pas aussi automatiquement et nécessairement la question.

Comment la « Nouvelle France » généreuse peut-elle exercer cette solidarité responsable tout en sauvegardant « le patrimoine de la V^{ème} République »? Probablement pas de la façon dont l'auteur semble l'affirmer. La thérapeutique n'est pas très différente de ce que lui-même appelle « un discours politico-touristique », à la seule différence qu'il n'est pas tenu sous les tropiques. Même si la pratique des socialistes français a comporté de nombreuses tares, celle de la Droite libérale, dont il se veut le porte flambeau est loin d'être le modèle, surtout si l'un de ses objectifs est de « garantir la sécurité et de préserver le Sud de l'Est hégémonique et communiste. »

On a beau prôner « le dialogue des coeurs et des volontés et soutenir aimer l'Afrique » p. 245, on est bien loin des problèmes du mal développement. Ce n'est pas aussi la sensiblerie qui les règlera automatiquement.

III – L'AFRIQUE MALADE

Le livre de Lloyd Timberlake est un bel exemple de l'analyse des échecs des politiques dites de développement et de croissance économique en Afrique. Ce qui paralyse dès les premières pages, c'est la description précise de la souffrance et de la catastrophe ainsi que les caractéristiques de l'absence de nourriture dans certains pays d'Afrique. On ne peut rester insensible à une telle horreur de la faim devant un panorama aussi lugubre. Ainsi par exemple, au sujet de l'Éthiopie, on lit ceci :

Les cadavres restaient sur place pendant longtemps parce qu'il était difficile de distinguer les morts de ceux qui étaient seulement épuisés.
C'est ni plus ni moins une tragédie.

Comment peut-on en arriver à de telles situations? L'auteur avance deux principales raisons que je partage pour l'essentiel à savoir que l'Afrique est mal conseillée et mal gérée.

A — Afrique mal conseillée

La littérature à cet égard est de plus en plus fournie et diversifiée. Elle repose sur l'idée que l'Afrique est mal conseillée par trop d'experts souvent mal préparés aux réalités africaines. Cette idée semble être bien résumée par Djibril Diallo, porte-parole du bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence en Afrique lorsqu'il affirma que :

Le problème de l'Afrique, le plus grand problème de l'Afrique, est que trop de gens parcourent le continent avec des solutions toutes prêtes à des problèmes qu'ils ne comprennent pas. Beaucoup de ces solutions sont mal étudiées. Mais il ne faut pas mettre tout le blâme sur le compte du Nord. Certains africains ne comprennent pas les problèmes africains.

L'Afrique est mal conseillée par de soi-disant experts dont certains semblent ignorer les fondements des maux qu'ils sont supposés guérir, ou du moins soulager. Toute généralisation cause des torts dans des cas comme celui-ci et c'est pourquoi on n'en fera pas à ceux-là dont le dévouement et la compétence sont hors de doute, et la moralité exemplaire. L'Afrique a besoin de ceux-là. En revanche, les experts en gâchis, ignorant aussi bien la moralité, l'équité que le professionnalisme constituent un handicap majeur pour le développement du continent.

B — Afrique mal gérée

Pour ce qui est de l'incompétence et de l'irresponsabilité des gestionnaires africains, presque tout est dit à ce sujet. Il est vrai que dans certains cas, des tentatives de corriger les tares se font de plus en plus pressantes, ceci grâce aux conséquences de la crise économique et financière dont les faillites politiques ne sont que des appendices.

C'est en fait de la conjugaison de l'incompétence et de l'irresponsabilité d'origine interne et externe que découlent des maux comme le surpâturage, la surexploitation, l'accentuation de la déforestation et le déclin de la production vivrière. Les catastrophes naturelles ne doivent donc pas être considérées en tout temps comme les causes premières de tous nos maux même si dans certains cas précis on ne peut les sous-estimer. À cet égard, je partage sans réserve le constat du géographe britannique O'Keef lorsqu'il affirme que :

Le seul système d'alerte précoce qui soit utile pour prévenir la famine est la liste des gouvernements qui dépensent une partie disproportionnée de leur PNB pour des activités militaires; regardez l'Éthiopie, le Soudan, le Tchad, l'Angola et le Mozambique...

Malheureusement, la liste des pays qui s'appauvrissent s'allonge, non seulement à cause des dépenses militaires, mais aussi à cause des nombreux détournements des biens de l'État destinés à soulager la misère de ceux qui sont dans le plus grand besoin. On ne peut d'ailleurs pas cesser de penser à ces « fameuses villas de la faim » tant décriées à l'époque dans certains pays du Sahel et au sujet desquelles on attend toujours les résultats des enquêtes qui leur ont été consacrées.

IV — LIBÉRER LES INITIATIVES CRÉATRICES

Jusqu'à présent, très peu d'études sérieuses ont montré si clairement que les villes africaines peuvent être aussi un paysage générateur de nouvelles dynamiques et d'innovations, c'est-à-dire le centre d'associations non commanditées du Nord, et capables de répondre à des problèmes comme les cérémonies de la mort, d'enlèvement de deuil ou d'autres manifestations assimilées. Il s'agit d'associations reposant sur le sentiment d'appartenance à un groupe et dont la base peut être aussi bien ethnique, régionale et professionnelle; d'où sa fonction d'intégration et de dynamisation d'un groupe.

Il s'agit surtout d'associations plus florissantes dans les villes que dans les campagnes, où il est plus facile de se retrouver et de se parler... Comme l'indique d'ailleurs si bien Michèle O'Deyè-Finzi dans son livre, l'urbanisation rapide et bien souvent anarchique a créé de nombreuses contraintes, tant économiques que sociales et auxquelles ne s'étaient pas habitués les nouveaux citadins. Dès lors, l'insertion dans le tissu urbain, notamment l'adaptation aux problèmes quotidiens se gère en partie par l'intermédiaire de ces associations.

Leurs caractéristiques varient beaucoup. Ainsi par exemple, entre une association de revendeuses de tissus de Cotonou (Bénin) et celle des ressortissants d'Abomey à Cotonou, la différence est tant dans leur fonctionnement et leur fondement que dans les objectifs. C'est davantage la deuxième catégorie d'association qui répond le mieux aux conditions de celles qui sont décrites par Michèle O'Deyè-Finzi, parce qu'il s'agit de gens (hommes et femmes), ressortissants d'une région éloignée de la capitale et qui, sur une base volontaire, ont décidé de se regrouper dans une association où chacun se reconnaît par ses droits et devoirs... et tous ensemble, qu'ils puissent s'entraider en créant une caisse alimentée par des cotisations et des dons des adhérents.

Si à une certaine époque, pas très lointaine d'ailleurs, plusieurs de ces associations eurent des velléités politiques tendant à appuyer ou à ne pas appuyer certains représentants des régimes en place, elles n'ont plus ce choix dans leur grande majorité. Elles doivent surtout, et à diverses occasions, donner leur appui public au pouvoir (messages ou marches de soutien), même si dans leurs statuts elles se déclarent presque toutes apolitiques. Ceci témoigne sans aucun doute de l'ambiguïté dans laquelle plusieurs d'entre elles se trouvent face aux systèmes politiques.

Plusieurs des associations ont des fonctions bien définies à l'avance comme accorder une aide matérielle à leurs membres dans des cas bien déterminés : baptêmes, mariages, funérailles ou retraits de deuil... Il s'agit dans ces cas de circonstances dites exceptionnelles où il faut faire étalage de ses amis, surtout ceux qui sont bien placés dans les centres de décision au niveau national. Dans ces conditions, l'association constitue un très bon recours pour le « Makaya ».⁴

CONCLUSION

Si les deux livres de Michel Guillou sont très peu convaincants, ceux de Zaki Laïdi et de Lloyd Timberlake témoignent d'un esprit de recherche, de critique et aussi de synthèse. Quant à Michèle O'Deyè-Finzi, l'originalité de son oeuvre réside aussi bien dans le thème choisi que dans la méthodologie de l'analyse.

Ce que l'on peut aussi retenir de l'ensemble de ces ouvrages, c'est l'attitude assez différente de chacun de ces auteurs face à l'Afrique : le développeur avec ses solutions à tous les problèmes, l'observateur qui se veut objectif, mais accentue les traits dramatiques, l'africaniste qui tente de sortir des sentiers battus... C'est un très bon reflet de l'analyse des questions africaines aussi bien dans la forme que dans le fond.

4. Makaya : mot très populaire en Afrique centrale, notamment au Gabon pour désigner le petit fonctionnaire ou le petit commerçant.